Projet de loi de finances 2024 : données ministérielles

Le budget 2024 du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est de 26,1 Md €.

→ soit une augmentation de 1 Md€ par rapport à la LFI 2023 (+ 5 %).

Ce budget 2024 se repartit :

- 22,96 M€ au titre des programmes des missions «Sécurités», «Administration générale et territoriale de l'Etat», «Immigration, asile et intégration» ainsi que le compte d'affectation spéciale «Contrôle de la circulation et du stationnement routiers» et les taxes affectées qui relèvent du périmètre de la LOPMI;
- 257 M€ au titre du programme « Vie politique» ;
- 2,9 Md€ au titre de la mission «Outre-mer».

La masse salariale s'élève à 15 Md€ hors pensions pour un plafond d'emplois de 303 839 ETPT et 3 202 ETPT au profit des opérateurs.

Ces crédits permettent de financer des créations d'emplois à hauteur de 2 653 ETP en 2024.

Les crédits de fonctionnement et d'investissement sont de 11.1 Md€.



Rédaction: DEPAFI / SAFM / SDSPB / BSBO
Conception: DEPAFI / CABINET / Cellule communication:
depafi-communication@interieur.gouv.fr

Sources: picto Noun Project / graphique Freepik

dernière mise à jour : octobre 2023



Secrétariat général





La LOPMI

La loi du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (LOPMI) prévoit une forte augmentation des moyens humains, budgétaires et matériels. Ainsi, elle permet 15 Md€ supplémentaires et de 8 500 postes créés à horizon 2027

Quatre objectifs:

- → la transformation numérique du ministère;
- → l'accueil des victimes et des violences pénales;
- → les forces de l'ordre et les services dans les territoires;
- → la gestion des crises.

Au titre de l'année 2024, la LOPMI prévoit une augmentation des crédits de 866 M€ (+4%) par rapport à 2023.

Consulter le rappel des 12 mesures-clefs de la LOPMI en scannant le QR code :



NB : Les données figurant dans ce présent document sont hors pensions.

La missions « Sécurités »

Les moyens de la mission en 2024

Crédits budgétaires: 16,54 Md € Emplois de l'État: 257 058 ETPT
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers : 339.6 M €

Emplois des opérateurs: 312 ETPT (ENSP et ANSC) Évolution des crédits LFI 2023 (format 2024)

PLF 2024: + 486 M€ (+3%)

La mission « Sécurités » représente 66% des crédits du ministère. Elle concourt aux actions du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer visant à assurer la sécurité intérieure

Police nationale (PN - P176): 9,35 Md€

dont T2 HCAS: 7,62 Md€
 plafond d'emplois: 151 959 ETPT
 dont HT2: 1,73 Md€
 schéma d'emplois: 1 139 ETP

Gendarmerie nationale (GN - P152): 6,41 Md€

dont T2 HCAS: 4,92 Md€
 plafond d'emplois: 102 623 ETPT
 dont HT2: 1,49 Md€
 schéma d'emplois: 1 045 ETP

Sécurité civile (SC - P161): 673,6 M€

dont T2 HCAS: 154,7 M€
 plafond d'emplois: 2 477 ETPT
 dont HT2: 518,9 M€
 schéma d'emplois: 83 ETP

Sécurité routière (SR - P207):108,9 M€

Par ailleurs les deux programmes du compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (CCSR) sont reconduits et s'établissent à 365.84 M€.

Ils permettent notamment de financer l'ANTAI (60 ETP).

Structures et dispositifs de sécurité routière (P751) ainsi que le contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers (P753) : 339,6 M€

La mission « Administration générale et territoriale de l'État » (AGTE)

Les moyens de la mission en 2024

Crédits budgétaires: 3,87 Md€ Emplois de l'État: 40613 ETPT

Taxes affectées: 0.29 Md€

Emplois des opérateurs: 458 ETPT (ACMOSS, ANTS, CNAPS)

Évolution des crédits LFI 2023 (format 2024)

PLF 2024 : + 383 M€ (+ 11%)

La mission AGTE représente 16% des crédits du ministère. Elle retrace les crédits affectés à l'administration territoriale de l'État, à la vie politique, cultuelle et associative et au pilotage des principales politiques du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

Administration territoriale de l'État (ATE - P354) : 2,04 Md€

- dont T2 HCAS: 1,49 Md€ plafond d'emplois: 29 445 ETPT dont HT2: 0,55 Md€ schéma d'emplois: 232 ETP
- taxes affectées à l'ANTS: 0,29 Md€

Conduite et pilotage des politiques de l'Intérieur (CPPI - P 216) : 1,57 Md€

dont T2 HCAS: 0,61 Md€
 plafond d'emplois: 11 113 ETPT
 dont HT2: 0.96 Md€
 schéma d'emplois: 129 ETP

Vie politique (VP - P232) : 257,2 M€

dont T2 HCAS: 23,4 M€
 plafond d'emplois: 55 ETPT
 dont HT2: 233,8 M€
 schéma d'emplois: 0 ETP

La mission «Immigration, asile et intégration» (IAI)

Les moyens de la mission en 2024

Crédits budgétaires: 2,16 Md€ Emplois des opérateurs: 2 245 ETPT(OFII, OFPRA)

Évolution des crédits LFI 2023 (format 2024)

PLF 2024 : + 109 M€ (+ 5%)

La mission IAI représente 8% des crédits du ministère.

La mission regroupe les crédits (hors dépenses de personnel) de la direction générale des étrangers en France et notamment les dépenses liées aux centres de rétention administrative (CRA), l'allocation pour demandeur d'asile (ADA), etc.

Immigration et asile (P303): 1,7 Md€

Intégration et accès à la nationalité française (P104) : 431,4 M€

La mission « Outre-mer »

Les moyens de la mission en 2024

Crédits budgétaires : 2,9 Md€
Emplois de l'État : 6 168 ETPT
Emplois des opérateurs : 127 ETPT

Évolution des crédits LFI 2023 (format 2024)
PLF 2024 : + 0,2 M€ (+ 7%)

Le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer met en œuvre les politiques publiques de développement des territoires ultramarins.

Emploi Outre-mer (P138): 0,078 Md€

dont T2: 210 M€
 plafond d'emplois: 6 168 ETPT
 dont HT2: 1.86 Md€
 schéma d'emplois: 25 ETP

Conditions de vie Outre-mer (P123): 789 M€

• dont HT2: 1,02 Md€